

**SHEIN annoncée au BHV Paris-Le Marais
et dans 5 magasins des Galeries Lafayette :
nous disons NON !**

En ce 1^{er} jour d'application du décret portant sur l'affichage environnemental, que plusieurs marques françaises de différents niveaux de gamme et univers créatifs ont déjà commencé à appliquer comme les marseillaises JOTT et Sessun, le jeaner engagé 1083, mais aussi Agnès b., Petit Bateau ou encore Rossignol, **l'annonce par la marque chinoise de mode ultra-rapide SHEIN** de l'ouverture de corners permanents au sein de deux réseaux prestigieux de distribution* de produits de mode **nous semble anachronique !**

**le BHV du Marais à Paris, ainsi que les Galeries Lafayette d'Angers, Dijon, Grenoble, Limoges et Reims.*

Ce, dans un contexte où **le projet de loi dit « anti-fastfashion »**, adopté en juin au Sénat, est étudié actuellement par la Commission Européenne, et que d'après les échos que nous avons **le texte initial serait en mauvaise posture...**

Tandis que **les acteurs de notre filière**, entreprises établies et créateurs plus récemment installés, partout en France mais notamment à Marseille et dans l'ensemble de notre région, **s'engagent chaque jour et se battent pour faire valoir leur créativité et la qualité de leur travail**, l'accueil de cette concurrence déloyale -qui ne respecte aucune norme environnementale, sociétale ni fiscale- dans des lieux très fréquentés, symboles de l'accès de la mode pour tous, est **scandaleux !**

Nous y voyons non seulement une nouvelle attaque frontale envers la mode française, des surfaces de vente étant sur le point d'être dévolues à des articles jetables chinois, mais aussi un autre coup de boutoir pour inciter les consommateurs à toujours plus consommer, peu importe la qualité et les impacts sur la planète.

Jocelyn Meire, Président de Mode in Sud :

« SHEIN réagit aux contraintes que la loi, qui n'est pas encore en vigueur, pourrait un jour lui imposer... L'urgence est décidément à la prise en compte de la globalité du risque que représente cet acteur nocif en France mais aussi au niveau européen -et de ceux qui agissent de la même manière- afin de les contrer une bonne fois pour toute ! ».

Contact presse :

Noémie Perlongo, Chargée de communication
06.10.03.75.91 et noemie@fask.org